

IMPRIMATUR

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE **GRATUIT**

3 décembre 2024 **# 753**



À LA UNE

JOURNÉE MONDIALE DU HANDICAP

Le handisport gagne du terrain

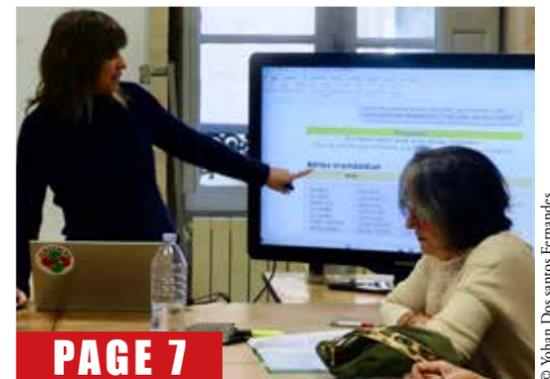
Peu d'infrastructures et beaucoup de stéréotypes à déconstruire : le département cherche à professionnaliser les pratiques du handisport.

PAGES 2 - 3



PAGE 5

Le Solidaribus, va à la rencontre des étudiant·e·s sur le campus. En organisant une braderie solidaire, il crée de la cohésion sociale.



PAGE 7

Apprentissage de la langue basque à Bordeaux : l'envie de transmettre un héritage.

IMPRIMATUR

Directeur de la publication Arnaud SCHWARTZ • Cheffe de rédaction Ariane PUCCINI • Direction artistique Fred AUGRY • Secrétaire de rédaction Matthieu DUPHIL
Chef-fe-s d'édition Haby-Gaëlle DEMBÉLÉ, Nathan CLERGUE • Rédacteur-ric-e-s ENZO CALDERON, Emma BEVIVINO, Alyssa APPINO, Mélanie BOURINET,
Matthieu GAILLARD, Louise JOUVESHOMME, Pierre CAZEMAJOR, Maël BREHONNET, Sofia GOUDJIL, Louise FORNILI, Yohan DOS SANTOS FERNANDES, Haby-Gaëlle DEMBÉLÉ, Juliette HIRRIEN,
Camélia EL ATRASSI, Edgar CAUSSE, Clément HARITZHANDIET, Nathan CLERGUE

Boccia, la Gironde se prend aux Jeux

Les jeux paralympiques de Paris 2024 ont donné une toute autre dimension au handisport français. L'ouverture début novembre de l'école départementale de Boccia à Carbon-Blanc, symbolise cet essor.

D'un geste précis, Gishlaine pousse la balle à l'aide d'un bâtonnet, après avoir décidé de l'angle de la rampe. La balle s'élançe, suit sa course, pour venir se placer à côté du Jack, l'équivalent du cochonnet à la pétanque. Sur ce terrain de Boccia, cet handisport d'adresse, les joueurs s'efforcent de lancer les six boules en cuir à consistance variable au plus près possible du jack, sans trembler. La formule de la Boccia semble simple, mais son jeu, complexe. Dans son fauteuil, Gishlaine peut se féliciter, elle esquisse un sourire satisfait. Aujourd'hui, ils sont quatre atteints d'infirmité motrice cérébrale, sous l'aile de Franck Busson. L'agent de développement

au comité handisport de Gironde supervise l'un des tout premiers cours de l'école départementale de Boccia. Au bord du terrain, sous les néons blancs du gymnase Philippe Madrelle à Carbon Blanc, Vanessa Lavidalie monitrice sur les rails. « La Boccia est un peu comme la pétanque, tout le monde y joue mais peu la pratiquent sportivement. Il n'y a pas beaucoup de clubs de Boccia en France, on veut aller vers cette institutionnalisation, sortir de cette idée qu'on joue à la baballe » indique-t-il. « Je veux essayer de détrôner les champions » De l'autre côté du gymnase, l'esprit est plus compétitif. Balles à la main, les joueurs s'affrontent. « Tu veux peut-être que je te montre comment jouer ? » lance Étienne, sourire en coin, à son adversaire. Il y a quelques semaines, le jeune homme de 29 ans découvrait à peine l'école de Boccia, mais son talent a convaincu Franck de l'emmenner vers la pratique compétitive. Lui-même s'y retrouve. « J'aimerais m'amuser, mais surtout essayer de détrôner les champions au plus haut ». Car, en Gironde, ils ne manquent pas, avec huit médailles pour seize athlètes aux

paralympiques de Paris 2024, une belle moisson pour le territoire. Atteint d'un handicap moteur de naissance, Étienne s'est ainsi trouvé une vocation et ne s'interdit pas de rêver grand. À ses côtés, le champion régional en titre de 43 ans, Frédéric Marcos. Lors d'un match de rugby à l'âge de 17 ans, il se déplace deux cervicales sur une mauvaise entrée en mêlée et se retrouve tétraplégique. L'accident ne l'a pas fait renoncer au sport ni à la compétition. Après plus de dix années de rugby fauteuil à Mérignac, il y a quatre ans, il cofonde avec des amis le club de Boccia de Talence : « L'objectif alors pour nous, c'était Paris 2024 », raconte-t-il. Mais le quadra a joué de malchance. Il se retrouve déclassé et renonce à son rêve.

3 questions à MARTINE JARDINÉ VICE-PRÉSIDENTE CHARGÉE DE LA JEUNESSE ET DES DYNAMIQUES ASSOCIATIVES ET SPORTIVES AU DÉPARTEMENT



Martine Jardiné déconstruit les idées reçues sur le handicap en soutenant le handisport.

Le handicap est la grande cause du département en 2024, la même année où la France accueille les Paralympiques. Quelles actions avez-vous menées en faveur du handisport ?

Nous avons créé le label « Validés-Handicapés » pour que 300 clubs en Gironde, dont douze en métropole, aient accès à 298 000 euros d'aides d'ici la fin de l'année. Nous avons rédigé une feuille de route 2022-2025, « Gironde 100 % inclusive », avec des personnes en situation de handicap pour leur insertion au quotidien, le sport inclus. Pourtant, dans un contexte d'austérité budgétaire, les collectivités départementales s'attendent à une grosse baisse d'aides de l'État. Va-t-on réussir à tenir nos objectifs sans les fonds nécessaires ?

Les collègues, autre compétence du département, sont-ils la cible de votre action pour développer le handisport ?

Des para-athlètes et l'association Drop de béton, soutenu-es par le département, sont venu-es dans nos collèges. À travers la pratique du rugby-fauteuil, iels éduquent les enfants valides à ces questions, et donnent confiance à celles en situation de handicap. Mais au-delà de la compétition, pour tous les jeunes, handicapés ou pas, le sport est le moyen de s'approprier leurs corps et de se sentir citoyennes et citoyens.

Qu'est-ce qui bloque encore ?

Il y a un effet positif des Jeux Paralympiques, mais il faut aller plus loin car on continue de voir, dans nos têtes d'adultes, le handicap comme un déficit. Il faut se mobiliser dès l'enfance des personnes concernées. On considère ces enfants comme fragiles, mais pour moi, la fragilité est un prétexte pour les exclure, notamment du milieu scolaire. Les clubs de handisport ont un rôle important en ce sens.

Propos recueillis par Emma Bevivino



À 43 ans, Frédéric Marcos disputera son premier championnat de France de Boccia.



Franck Busson dirige l'école départementale de Boccia.

Portrait

Frédéric, le mental au sommet

Le handicap, c'est aussi psychique. Coach sportif auprès d'enfants en situation de handicap mental depuis plus de vingt ans, Frédéric Dupuy a appris à être à l'écoute de ses jeunes élèves.

Frédéric est toujours bien coiffé sous son bonnet. Du moins, c'est ce qu'il dit avant de l'enlever, de révéler son crâne dégarni puis de ricaner. Ce cinquantenaire, pur produit de Bordeaux, connaît bien la côte atlantique qu'il arpente avec son surf. Néanmoins, aujourd'hui, c'est la grimpe qui l'amène à la salle d'escalade de Mérignac. Bien qu'il porte la tenue typique du prof de sport, ce n'est pas un coach comme les autres : il entraîne des enfants scolarisés à l'IME (Institut médico-éducatif) de Pessac, qui sont tous et toutes en situation de handicap mental.

Une vocation de toujours

Le coach a toujours été très athlétique. Après le collège, il se forme en tant qu'éducateur sportif au CREPS (Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive) de Bordeaux. Il réalise son service militaire chez les

pompier et se découvre une vocation de secouriste, qu'il a toujours pressenti. « L'aide à la personne, c'est dans les gênes de la famille. Mon grand-père était pompier », dit-il avec fierté.

Un parcours qui s'affirme

Frédéric Dupuy passe ensuite une partie de sa vingtaine à surveiller les plages de la côte atlantique en été et les pistes enneigées en hiver. Alors moniteur de ski, il a ses premiers contacts avec des élèves en situation de handicap mental. « Au début, je me suis retrouvé démuné face à ces jeunes et ce sont leurs parents qui m'ont accompagné. Ils et elles me disaient de me faire confiance et d'être moi-même. J'ai fini par m'y habituer, et c'est là que je me suis dit que ça pourrait être chouette de travailler dans le milieu du handicap. » Après plusieurs années de travail avec des sportifs valides, le Bordelais reprend ses études en 2004 et obtient un diplôme d'APA (Activité physique adaptée). Il travaille



Ce semestre, c'est cours d'escalade pour Frédéric Dupuy et ses élèves. Le surfeur s'improvise grimpeur au Clim'Up de Mérignac.

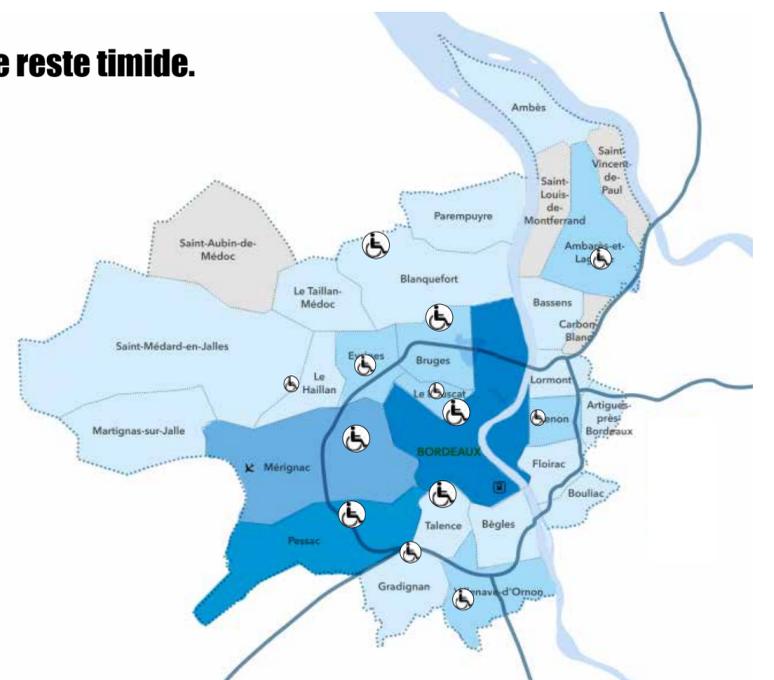
Dans l'après Jeux Olympiques, la place du handisport dans la métropole reste timide.

Cet été, les quatorze athlètes paralympiques de la métropole bordelaise sont revenus de Paris avec six médailles en poche. Ces victoires ont permis de mettre en lumière le handisport en Gironde. Répartis dans les vingt-huit communes de la métropole, 137 clubs de « sport adapté » incluent les personnes en situation de handicap mental, psychique et/ou présentant des troubles du spectre autistique dans une pratique sportive. Mais, selon le Comité Handisport de Gironde, seules treize communes proposent des cours de sport accessibles aux personnes en situation de handicap physique.

Nombre de clubs de sport adapté pour les personnes en situation de handicap mental et/ou psychique* :



Clubs de sport accessibles aux personnes en situation de handicap physique



* Selon les données de la Fédération française du sport adapté de Gironde
** Selon les données du Comité Handisport de Gironde

Budget national 2025 Bègles en appelle à sa population

Le budget national 2025 menace les services publics des collectivités. La mairie de Bègles tente de mobiliser ses citoyen·ne·s à coup de réunions publiques. Démocratie participative ou opération de communication ?

David contre Goliath. Sur les grilles de la mairie de Bègles, c'est une banderole qui affiche la contestation de la commune. « *Le Gouvernement décide de ponctionner le budget des villes, départements et régions. Nous refusons la dégradation des services publics. Mobilisons-nous !* ». Pour Xavier-Marie Fédou, adjoint du maire aux finances, le PLF (projet de loi de finances) 2025 représente en effet une énième atteinte à la qualité du service rendu aux habitant·e·s. « *C'est dans la lignée d'une diminution générale des dotations de l'Etat, mais pour Bègles, cela équivaut à une nouvelle baisse de 1,5 millions d'euros sur le budget de fonctionnement.* » Et d'énumérer les conséquences

potentielles : « *Le non-remplacement des départs en retraite, la précarisation de certains postes...* »

Une mobilisation symbolique

Autant de perspectives présentées lors de la réunion publique du 9 novembre, qui a rassemblé près de cent cinquante personnes. Mais à quelles fins ? Xavier-Marie Fédou le reconnaît : « *la démarche est symbolique. Nous avons sensibilisé la population au fait que la dégradation du service public sera réelle, mais qu'elle ne peut pas être rejetée sur le maire.* » « *Apaisées et compatissantes* », les personnes présentes sur place ont, selon lui, entendu le message. « *La réunion était bien organisée, informative* », estime Alain

Dardennes-Monzie. Membre d'un des comités de quartier de la ville, il ne s'attendait pas à ce que le maire requière l'avis de la population sur la situation et n'a, de fait, pas été déçu. Si le nombre remarqué de soixante élu·e·s traduit selon lui la mobilisation politique sur le sujet, d'autres personnes y ont vu une manœuvre politicienne et affirment que les citoyen·ne·s n'étaient convié·e·s qu'en tant que spectateur·ice·s. À l'instar de la mairie de Bordeaux et sa banderole accusant le gouvernement, les municipalités girondines tentent donc des coups de communication. Mais en l'absence d'une convergence des mouvements, quelle peut être l'efficacité de telles mesures ? Xavier-Marie Fédou, issu d'une majorité

de gauche, reconnaît qu'il n'a pas entendu parler d'« *action organisée par l'AMF* », l'Association des Maires de France présidée par David Lisnard, membre du parti Les Républicains.

Ailleurs, d'autres communes se sont rassemblées

Alors que les communes de la métropole toulousaine ont réussi, malgré leurs divergences politiques, à demander unanimement au gouvernement un moratoire sur la réduction des recettes des collectivités locales, l'élu bëglais préfère croire aux impacts positifs d'une « *juxtaposition de toutes ces opérations communales* » partout en Gironde.

David ne gagnera peut-être pas contre Goliath, mais l'adjoint au maire insiste sur le souhait de la municipalité « *d'associer la population au débat* », qu'il soit à l'échelle communale ou nationale. La réunion d'aujourd'hui, organisée dans les quartiers nord-est de la ville sera donc une nouvelle occasion pour les Bèglais·e·s de discuter des « *projets municipaux* »... même si le budget voté au niveau national les rend pour le moins hypothétiques.

Matthieu Gaillard et Louise Jouveshomme



Xavier-Marie Fédou, adjoint au maire de Bègles, dénonce la réduction des recettes des collectivités locales prévues dans le PLF 2025.



Bernard Lauret, président de l'AMG

Entretien Bernard Lauret, président de l'Association des Maires de Gironde « Les communes doivent sans cesse faire davantage mais avec moins de moyens »

Comment les maires de Gironde ont-ils réagi aux annonces de coupes budgétaires prévues par le PLF 2025, qui, selon l'Intercommunalité de France, pourraient réduire jusqu'à 15 % les ressources financières des collectivités locales ?

Bernard Lauret : Ces annonces nous ont fait bondir, notamment à cause de la hausse du taux de cotisation à la caisse de retraite des agents territoriaux, qui va fortement impacter les budgets

municipaux. Les grandes collectivités seront directement touchées, mais les petites communes en subiront également les conséquences, notamment en raison de la réduction des aides régionales.

Ces coupes budgétaires mettent-elles en danger les services publics locaux ?

B.L : Nous continuerons d'assurer le fonctionnement des services publics. Néanmoins, avec l'obligation d'équilibrer les budgets et l'interdiction d'emprunter pour le

fonctionnement, notre capacité à investir sera sévèrement impactée. Beaucoup de communes devront renoncer à des projets essentiels pour moderniser leurs infrastructures. En bref, les collectivités doivent sans cesse faire davantage mais avec moins de moyens, ce qui fragilise leur autonomie.

Les maires de Gironde ont-ils prévu de réagir face à ces annonces ?

B.L : L'association des maires de Gironde a rédigé une lettre

communale adressée au préfet pour exprimer nos inquiétudes et demander que nos doléances soient remontées au sommet de l'État. Par ailleurs, un rassemblement départemental est prévu le samedi 14 décembre au matin. Nous y serons présents pour dénoncer ce projet de loi de finances et ses conséquences sur les collectivités locales.

Propos recueillis par Pierre Cazemajor

Rénovation énergétique : des bons tuyaux pour se chauffer

À l'approche de l'hiver, l'isolation thermique des bâtiments pose un double problème environnemental et économique. Le CAUE Gironde propose à Bordeaux un rendez-vous gratuit aux propriétaires du département.



Ophélie Lepeytre (à gauche) conseille Céline Bongrain (à droite) dans un box du CAUE Gironde.

« *On voit bien le trou dans la gouttière. L'eau risque de pénétrer dans les murs en s'accumulant.* » Les deux femmes, dans le box capitonné, se penchent sur la photo. D'un côté de la table, Céline Bongrain vient d'acheter au Taillan une maison ancienne dont elle découvre les problèmes d'humidité et d'isolation. Elle est venue s'informer auprès d'Ophélie Lepeytre, architecte spécialiste des questions énergétiques pour le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) Gironde. Cet organisme départemental conseille gratuitement tout·e·s les propriétaires sur leurs travaux.

« *J'oriente ensuite les gens en état de véritable précarité énergétique vers l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)* », nuance Ophélie Lepeytre, qui reçoit plutôt des propriétaires issu·e·s des classes

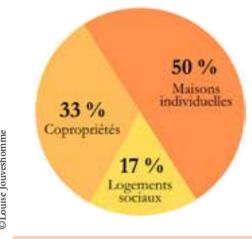
moyennes et hautes. Étant donné que l'empreinte carbone augmente avec le revenu et que le logement représente le troisième levier de décarbonation le plus efficace, accompagner cette frange de la population dans la rénovation est essentiel.

« *Le diagnostic de performance énergétique (DPE) de ma maison est D* », explique Céline Bongrain. « *Mais je pense qu'en réalité, elle est en dessous.* » Un ressenti précieux pour Ophélie Lepeytre. « *Le DPE est mal adapté aux bâtisses anciennes. Or beaucoup de maisons en Gironde datent d'avant 1970.* »

« Le bon matériau au bon endroit »

L'architecte observe la façade sur GoogleMaps, se penche sur le plan dessiné par Céline Bongrain et attire son attention sur les effets dominos de certains travaux. Les

Part de la consommation énergétique de la métropole de Bordeaux, selon le type de logement



Environ 27 % des 36 000 foyers en situation de précarité énergétique de la Métropole bordelaise vivent dans les logements sociaux.

Source : Rénovation énergétique de l'habitat Bordeaux Métropole, 2022

recommandations concernent les matériaux à employer pour favoriser un confort été comme hiver. « *La ouate de cellulose, un matériau bio-sourcé et assez bon marché, sature beaucoup moins vite que la laine de verre sous des températures hautes.* » Face au dérèglement climatique, l'architecte favorise des solutions viables sur le long terme et le plus éco-responsables possible. Des conseils qui permettent à Céline Bongrain « *d'avoir une vision plus globale* », au terme de l'unique entretien proposé par le CAUE.

Au final, Ophélie Lepeytre résume souvent ses recommandations à un simple adage : « *placer le bon matériau au bon endroit* ». Trop souvent, selon elle, la réalité du terrain et du bâti est négligée au profit « *d'engouement* » pour certains isolants, ou des intérêts des agences immobilières. Son conseil se veut avant tout un état des lieux de l'adéquation entre une bâtisse et son environnement.

Matthieu Gaillard et Louise Jouveshomme



Des étudiantes participent à la braderie proposée par l'antenne mobile du Secours populaire.

Le Solidaribus fait escale sur le campus

Le bus du Secours populaire est en pleine campagne automnale sur les campus étudiants pour proposer vêtements et fournitures scolaires. L'occasion pour les bénévoles d'aller à la rencontre d'étudiant·e·s précaires.

« *Je passais par là et je me suis dit que ça pourrait être utile de prendre des classeurs et des feutres.* » confie Inès, étudiante sur le campus de Pessac. Elle n'est pas la seule curieuse. Le Solidaribus, nouvelle antenne mobile du Secours populaire, s'est déployée devant la cafétéria « *Le Forum* » ce mercredi midi. Les produits proposés attirent l'attention d'une queue d'étudiant·e·s venu·e·s déjeuner. Ici, pas d'aide alimentaire. « *Pour le CROUS, elle est déjà assurée par la Banque Alimentaire et Linkee.* » explique Charles de Rivoynes, responsable du projet Solidaribus Gironde. « *La braderie propose des vêtements et des produits d'hygiène.* » Une aide précieuse car 52 % des étudiant·e·s limitent, voire renoncent aux achats d'habillement selon un sondage IFOP de 2024. Une antenne étudiante a été créée à la suite de la crise sanitaire de 2020 pour aider ces jeunes en situation de précarité. Située rue Malbec à Bordeaux, elle peine à atteindre les campus en périphérie.

« *Je n'ai pas de vêtements, j'ai besoin de matériel scolaire.* » Bilan de la journée : une centaine d'étudiant·e·s venu·e·s au bus et quelques adresses mails laissées pour bénéficier d'une aide. Une réussite pour Charles qui songe à installer le bus devant les restaurants universitaires, où ce lien social semble plus facile à tisser.

Maël Bréhonnet

Des besoins insoupçonnés

C'est là que l'antenne mobile intervient pour Alain Escafadal, bénévole pour comme une interface. « *C'est-à-dire que, là, la braderie, c'est un peu un prétexte.* » Vincent Bordas, directeur de la Fédération de Gironde, renchérit : « *Les étudiants peuvent juste repartir avec*

Les prochaines permanences du Solidaribus de Gironde :

- Mercredi 11 décembre, de 11H à 14H15 : au Resto'U Le Mascaret, à Bordeaux
- Mercredi 18 décembre, de 17H à 20H15 : à la résidence Village 2 de Pessac



Source : ONPE (Observatoire National de la Précarité Énergétique) - 2022

© Edgar Causse - Louise Fornil

Précarité, concurrence déloyale et insécurité : les VTC à bout de souffle

Aujourd'hui, les conducteur·ice·s de VTC se mobilisent pour la deuxième fois en une semaine. Mardi dernier, 300 chauffeur·euse·s se rassemblaient à Bordeaux en réponse à l'appel national du syndicat Force Ouvrière. Portraits croisés de conducteur·ice·s VTC.

Kara est chauffeur VTC à Bordeaux depuis neuf ans. Aujourd'hui il manifeste contre l'augmentation de la commission ponctionnée par Uber, qui passe de 25 % à 45 %. Selon lui, il est devenu difficile de joindre les deux bouts. Sur sa dernière course à 17,43 €, Uber ne lui a versé que 12,65 €. « Une fois que j'ai déduit les charges, comme l'URSSAF et le carburant, il ne me reste quasiment rien. » Pour de nombreux·es conducteur·ice·s, cette mesure est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. « Uber ne nous laisse que des miettes », souffle-t-il. S'il participe à la mobilisation, c'est aussi pour dénoncer le manque de places de parking dédiées aux chauffeur·euse·s VTC aux abords de la gare, de l'aéroport. Les

chauffeur·euse·s sont régulièrement verbalisé·e·s pour stationnement gênant. « On se prend des amendes tous les jours. 135 euros, ce n'est même pas le chiffre d'affaires dans la journée. »

Un secteur surchargé

« Il faut faire valoir nos droits », assène Hamza au volant de sa berline. Depuis 2016, il a vu ses conditions de travail se dégrader. Il pointe du doigt le nombre trop important de chauffeur·euse·s VTC à Bordeaux : « La nuit, il y a plus de chauffeurs que de particuliers qui roulent. » Selon la préfecture de Bordeaux, 800 cartes sont délivrées par an. Il demande l'instauration d'un *numerus clausus* : « Il faut qu'ils arrêtent de donner des cartes à tout le monde,

il n'y a pas assez de boulot. » Une concurrence qui s'exacerbe d'autant plus que de « faux chauffeurs VTC » viennent capter leur clientèle aux abords des festivités. Les conducteurs Uber réclament plus de contrôles policiers. Pour Jennifer, les conductrices sont encore plus sévèrement pénalisées. La mère de famille a subi de nombreuses injures sexistes par des clients, allant jusqu'aux agressions physiques. Elle doit prendre plusieurs mesures de sécurité, comme ne plus accepter d'espèces : « J'ai pas envie de me faire agresser pour dix balles », fulmine la conductrice. Elle évite aussi de travailler dans certains quartiers. Pourtant, la plateforme ne propose rien pour protéger ses conductrices, au contraire, Jennifer assure être sanctionnée. Elle doit parfois annuler des courses avec des clients pour sa sécurité : « Si je passe au-dessus de six annulations, l'algorithme me met moins en avant. » Elle subit de plein fouet les mesures mises en place par Uber : « J'ai divisé mon chiffre d'affaires par deux. » Elle note qu'il y a cinq ans, le trajet vers l'aéroport de Bordeaux coûtait entre 40 et 45 euros, il est maintenant inférieur à 20 euros. « Ils s'enrichissent sur nous. Uber, sans nous, ils sont rien. »

Sofia Goudjil



Panacartes de revendications lors de la grève des chauffeur·euse·s VTC à Bordeaux.



Jennifer, conductrice bordelaise, se sent encore plus pénalisée que ses collègues masculins.



Hamza, chauffeur VTC à Bordeaux, a vu ses conditions de travail se dégrader.

« Ces travaux sont hors-la-loi »

L'Aménagement ferroviaire au sud de Bordeaux (AFSB) prévoit la création de deux nouvelles voies entre St Médard-d'Eyrans et Bordeaux St-Jean. Les opposant·e·s au projet ont demandé la suspension des travaux. L'audience de référé aura lieu aujourd'hui.

Nouvel épisode dans la procédure juridique anti-LGV. Émis par l'association LGVEA ainsi que plusieurs co-requérant·e·s dont Transcub et la communauté de communes de Montesquieu, un référé-suspension sera jugée aujourd'hui. L'AFSB est un projet d'infrastructure visant à moderniser et rajouter une troisième et quatrième voies entre la gare de Bordeaux St-Jean

et celle de St Médard d'Eyrans. Il a pour but de faciliter le passage des futurs RER métropolitains prévus pour 2030, tout en préparant l'arrivée des nouvelles lignes à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax. Ces premiers travaux seraient, pour les opposant·e·s, « un cheval de Troie » imposant le tracé de la LGV alors que sa réalisation n'est pas encore actée. L'enquête publique a déjà convenu

en août dernier, l'utilité de ce projet mais pour ces associations, le projet de l'AFSB a changé à cause, entre autres, de l'inflation depuis 2022. « Le projet coûte 50 % de plus que ce qui était prévu au départ. Or, à plus de 30 % d'augmentation, le Conseil d'État exige une nouvelle enquête publique », explique Christian Tamarelle, maire de St Médard d'Eyrans.

La protection de la faune en jeu

Outre les arguments financiers, les opposant·e·s dénoncent des travaux « hors la loi ». Les défrichages de l'AFSB commencent à peine que « SNCF Réseau ne respecte pas les engagements légaux de protection de la faune pris lors de l'enquête publique environnementale » explique LGV Non Merci dans un communiqué. Les associations dénoncent, entre autres, des « travaux effectués la nuit » et « un abattage mécanique en une seule fois dans la zone humide ».

Louise Fornili

LE TRACÉ DE L'AMÉNAGEMENT FERROVIAIRE AU SUD DE BORDEAUX

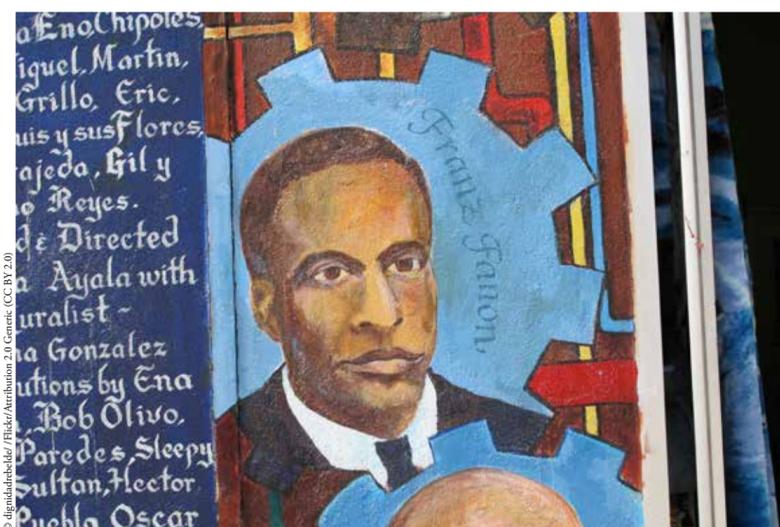


© Louise Fornili

« Je ne crois pas du tout à cette suspension des travaux, les usagers ont besoin de ces aménagements pour les trains quotidiens » déclare Christian Broucuret. Le président de la Fédération nationale association d'usagers des transports (FNAUT) pointe ainsi la saturation actuelle du réseau. « On peut très bien améliorer l'existant sans faire ces travaux », répond Lionel Bretonnet, président de l'association LGVEA « ça coûterait beaucoup moins cher ». Et d'ajouter : « La saturation n'existe que dans la tête des personnes qui cherchent à prouver quelque chose. » Le référé-suspension est un premier pas juridique. S'ils perdent, les soutiens comme les opposant·e·s affirment qu'ils feront appel. Le tribunal suspendra les travaux à deux conditions : qu'il ait un doute sérieux sur la légalité des travaux et que la suspension soit urgente.

Afriques en vision : Fanon, le psychiatre aux mille peaux

À Bordeaux, le cinéma indépendant Utopia accueillait jusqu'à hier la quatrième édition du festival de cinéma africain, *Afriques en vision*. Cette année, parmi les œuvres proposées, un documentaire sur l'intellectuel Frantz Fanon : « *Mémoire d'asile* » d'Abdenour Zahzah et Bachir Ridouh.



Le psychiatre et militant décolonial Frantz Fanon a œuvré pour l'indépendance de l'Algérie. Il meurt un an avant la libération.

« Ce film est dédié à tous les damnés de la terre », lit-on au tout début du documentaire, *Mémoire d'Asile* d'Abdenour Zahzah et Bachir Ridouh (2002). Des images d'archives de l'hôpital de Béjaïa en Algérie défilent. Soudain, des gros plans contemporains de patients en toges colorées sourient à la caméra. Ils la caressent. Ce documentaire nous plonge dans le quotidien de l'hôpital quarante-cinq ans après le passage de Frantz Fanon. Pionnier, le psychiatre d'origine martiniquaise y organisait des ateliers mêlant psychothérapie et poterie ou cinéma. Avant son passage, les Algériens y étaient enfermés et sous camisole comme des prisonniers de droit commun.

Une écriture cinématographique

Fanon est une personnalité emblématique de la pensée décolonialiste, qui a aussi imprimé sa marque dans le cinéma, alors qu'il n'a jamais réalisé de film. « Il a inspiré des narrations cinématographiques africaines ». Son style, à la fois tranchant et imagé, revêt selon Jedlowski, des caractères cinématographiques. Même l'écriture de Fanon infuse dans la voix off du documentaire. La volonté du réalisateur A. Zahzah est de montrer que Fanon a transformé une société, en changeant à la source la façon dont sont soignés ces patiente·e·s, les « déracinés », détruits par les conséquences psychologiques du système colonial. Les observations du militant feront le cœur de son livre : *Peau*

noire, masques blancs (1952). Pour A. Zahzah, le documentaire permet de mettre en lumière la trajectoire du psychiatre en Algérie. Une étape décisive dans l'élaboration de sa pensée, émancipatrice pour tant de luttes anti-coloniales, mais qui reste encore trop peu connue du grand public.

Haby-Gaëlle Dembélé

FRANTZ FANON EN 5 FILMS

« *Un monde divisé* » (épisode 6), une série d'Olga Chajdas et de Frank Devos (2024)

« *Fanon hier, aujourd'hui* », un documentaire d'Hassane Mezine (2019)

« *Concerning Violence* », un documentaire de Göran Hugo Olsson (2014)

« *Frantz Fanon, une vie, un combat, une œuvre...* » de Cheikh Djemai (2001)

« *Frantz Fanon : Black Skin White Mask* », une fiction d'Isaac Julien (1995)



Les sept élèves du cours de basque niveau intermédiaire se retrouvent chaque mercredi à la maison basque avec leur professeur, Eunata Lozano Agirre.

L'euskara fait de la résistance

75 ans après la première journée internationale de l'euskara, célébrée aujourd'hui, la maison basque de Bordeaux promeut encore sa langue et sa culture. Une centaine d'élèves, réparti·e·s en dix groupes, y suivent deux heures de cours chaque semaine.

« Tu l'as dit en basque que t'es allé chez le coiffeur ? » Comme des enfants, les élèves de la maison basque de Bordeaux se chambrent en attendant le début du cours d'euskara, la langue basque. Arrivé·e·s en classe de niveau intermédiaire, ils et elles se racontent la semaine écoulée avec une aisance qui perdrait les non-initié·e·s. Mais la professeure basque espagnole, Eunata Lozano Agirre, corrige au quart de tour ses élèves aux tonalités grisonnantes.

Un manque de reconnaissance

« Je suis inquiète pour l'aparalde (Pays basque nord, NDLR) », confie la professeure. Contrairement à l'*Hegoalde* (Pays basque sud), le basque n'a pas de statut officiel en France. Pour Eunata c'est un problème et elle s'insurge : « Certains font toutes leurs études en euskara et ils doivent passer leurs examens en français, ce n'est pas normal ». Des élu·e·s et des associations se battent pour la reconnaissance et la promotion de la langue basque. Début octobre, l'académie de Bordeaux a ouvert une enquête après que le collectif *Azterketak Euskaraz* a permis à des dizaines de bachelier·e·s de passer leur grand oral en euskara.

Yohan Dos santos Fernandes

Céline Buisson, qui vient de Ciboure, est fière de commencer sa troisième année de *Gau eskola* (école du soir). « Je voulais me rapprocher de mes origines depuis longtemps », confie-t-elle. Au-delà de la simple conversation, Céline transforme la langue basque en poésie. « J'ai commencé à écrire quand j'avais 15 ans. Ça me manquait de ne pas pouvoir le faire en basque ». Eunata a beaucoup d'élèves né·e·s au Pays basque « qui ont perdu leur

PS1 : La nostalgie aux manettes

La PlayStation souffle aujourd'hui ses 30 bougies. Un anniversaire qui ravive la nostalgie des *retrogamers* de Bordeaux, alors que le secteur du jeu vidéo traverse une zone de turbulences.

« La PlayStation One, l'originelle, c'est la Madeleine de Proust des gamers ! » confie Thomas Debhaudt, président de l'association des Retrogamers de Bordeaux. Pour lui, la PS1 a révolutionné l'histoire du jeu vidéo : le son épique, les graphismes bluffants, la 3D, les licences mythiques. Jamais des histoires aussi immersives n'avaient été racontées pour les adultes : « À l'époque, on n'avait pas juste une console, on avait le futur à la maison. » Le boîtier au design futuriste fait son entrée sur le marché du jeu vidéo japonais le 3 décembre 1994. Pour l'utiliser, il faut brancher des manettes filaires, insérer méticuleusement un disque scintillant, garder la carte mémoire branchée

sous peine de perdre sa progression dans le jeu. Bienvenue dans les années 90 : fini le stock de piles pour faire fonctionner la Game Boy. La PlayStation One est née. Un an plus tard, en 1995, cette petite révolution technologique transforme les salons du monde entier en terrain de jeu. Resident Evil, Metal Gear Solid, Tekken : les concepteur-euse-s de jeux vidéo offrent aux joueur-euse-s des expériences dignes des plus grandes aventures de science-fiction. Le succès est immédiat. Les pixels prennent vie.

Retour vers le futur

À l'origine de la PS1, une rupture explosive entre deux géants du gaming : Nintendo et Sony. Après

l'annulation de leur partenariat initial, Sony transforme leur projet commun en une console indépendante. La PS1 devient le symbole d'une génération de gamer-euse-s. Elle s'impose alors comme l'une des consoles les plus vendues au monde, avec environ 102,49 millions d'exemplaires écoulés depuis son lancement. Sony lui offre ainsi plusieurs vies jusqu'à la PS5. Sur ce niveau, Game Over pour Nintendo.

Aujourd'hui, la marque capitalise toujours sur la nostalgie qui anime les trentenaires. Léandre Delpêche, vendeur chez Difintel Micro, magasin spécialisé en rétrogaming à Bordeaux, explique que Sony relance régulièrement des classiques de la PlayStation, comme Final Fantasy 7, ressorti



Léandre Delpêche, vendeur au magasin de Bordeaux, présente deux modèles de PlayStation.

en 2024. « Que ce soit pour jouer ou pour collectionner », les raisons de se procurer la PlayStation sont multiples. Il en vend en moyenne 2 par jour. Cependant, depuis le Covid, les habitudes des joueur-euse-s évoluent, et les jeux en ligne téléchargeables bousculent l'achat des jeux physiques. Pourtant, à l'échelle mondiale, les ventes restent croissantes : la PS2, avec plus de 160 millions d'exemplaires écoulés, est devenue

la console la plus vendue de tous les temps. La fin de la partie n'est donc pas encore annoncée pour Sony.

Camélia El Atrassi et
Juliette Hirrien

Les patient·e·s de l'hôpital psychiatrique tendent le micro

« Inside », un podcast réalisé par des patient·e·s de l'hôpital Charles Perrens, sera enregistré aujourd'hui. Une initiative à portée thérapeutique et citoyenne pour faire entendre des voix trop souvent inaudibles.

Un micro tendu, deux interviews, et un service hospitalier de psychiatrie transformé en studio d'enregistrement. Aujourd'hui, l'hôpital Charles Perrens vivra au rythme d'Inside. Ce projet inédit mêlant recherche, journalisme et inclusion sociale est né d'un partenariat entre l'Université Bordeaux-Montaigne et l'hôpital. Cet atelier, imaginé par Marie-Christine Lipani, chercheuse en information et communication du laboratoire MICA, permettra à sept personnes atteintes de troubles mentaux d'entrer dans la peau d'un journaliste, le temps d'un podcast de quarante minutes. Elles intervieweront deux personnalités : l'ancien rugbyman Rémi Lamérat et le chanteur Tibz.

Objectif : « redonner la parole aux patients qui sont invisibilisés notamment dans les médias », explique Marie-Christine Lipani. L'atelier s'inscrit dans une démarche thérapeutique, dans ce service psychiatrique où les patient·e·s préparent leur vie hors de l'hôpital et leur réinsertion dans la « vie citoyenne » selon Thomas Lecumberry. « Ce projet leur donne l'opportunité de s'exprimer sur la place publique », ajoute le cadre de santé. Les résultats du projet de recherche serviront ensuite à formuler des recommandations destinées aux pouvoirs publics. Le podcast sera disponible d'ici la fin de l'année sur les plateformes de streaming.

Edgar Causse

« Mes petits animaux sont des archétypes d'humains »

À travers les aventures de Bibi le loup, Bertrand l'éléphant et d'un troupeau de caribous, réalisés en collages, Edouard Manceau invite les enfants à affirmer leur identité et à respecter l'autre.

Pourquoi traiter dans vos livres des sujets comme l'acceptation de soi et des autres ?

Edouard Manceau : Ces sujets sont primordiaux. Quand on est tout petit, le monde est très réduit et, au fil du temps, il s'agrandit. Mon objectif est que les enfants s'aident de mes livres pour se confronter au monde. Ces situations rappellent leur quotidien. À travers les animaux, les enfants ne se rendent pas compte qu'ils sont représentés. Mais cela les aide à extérioriser : si le loup est triste ou en colère, alors eux aussi peuvent l'être.

Pourquoi avoir choisi de dessiner des animaux ?

E.M : Je ne voulais pas écrire des livres miroirs qui représentent des enfants. Mon objectif est que les

enfants se rendent compte qu'ils vivent des émotions ordinaires, les mêmes que celles de mes personnages. Cela leur permet de se situer.

Finalement, le message passe mieux auprès des enfants grâce à vos animaux ?

E.M : Les enfants sont bien assez malins pour comprendre les enjeux et les subtilités qu'il peut y avoir dans les rapports humains. Mes petits animaux sont des archétypes d'humains mais les enfants s'y retrouvent. Un enfant est beaucoup plus libre qu'un adulte et je souhaite qu'il le reste. C'est pour cela qu'il n'y a jamais de morale dans mes histoires. Chaque enfant doit trouver la sienne.

Propos recueillis par
Clément Haritzhandiet



Edouard Manceau, le dessinateur.

Vingt-troisième édition du festival jeunesse « Sur un petit nuage », du 14 au 22 décembre à Pessac. L'exposition « Dans les petits papiers » est à voir dès aujourd'hui à la médiathèque. Entrée gratuite sur réservation : <https://surunpetitnuage.pessac.fr>

